

En 2024, une économie régionale au ralenti

En 2024, dans un contexte économique et politique instable, l'économie bretonne connaît de nouveau un ralentissement. La progression du chiffre d'affaires diminue sensiblement dans les services marchands, tandis que l'activité se stabilise dans l'industrie et recule dans la construction (+2,6 % contre +4,5 % en 2023 dans les services marchands, -0,1 % contre +5,2 % dans l'industrie, -0,8 % contre +3,8 % dans la construction). Ces performances sont légèrement inférieures aux prévisions d'activité formulées l'an dernier par les entreprises auprès de la Banque de France, sauf pour le secteur de la construction résistant mieux qu'envisagé.

Après une progression déjà ralentie en 2023, le chiffre d'affaires dans l'industrie se stabilise en 2024

En 2024, le chiffre d'affaires des entreprises dans l'industrie reste stable (-0,1 %) ► **figure 1**. La plupart des sous-secteurs enregistrent une très légère croissance, à l'exception de la fabrication de matériels de transport, dont la baisse de la demande entraîne une chute du chiffre d'affaires (-12,4 %) ► **figure 2**.

La rentabilité reste globalement stable ou en hausse pour 77 % des industriels. Cependant, 42 % des chefs d'entreprises du secteur des équipements électriques et électroniques évoquent un recul de leur rentabilité.

Le chiffre d'affaires à l'export diminue légèrement (-0,9 %). L'ensemble des sous-secteurs industriels enregistrent une baisse de leurs exportations, à l'exception de l'industrie agroalimentaire qui parvient à développer ses ventes à l'international (+6,3 %).

Dans un contexte d'incertitudes politiques et économiques, les investissements sont reportés (-16,7 % en 2024), alors qu'ils avaient progressé de 8,2 % en 2023. Ils sont néanmoins dynamiques dans le secteur des équipements électriques et électroniques (+16,5 %). La contraction est plus marquée dans les investissements immobiliers (-30,4 %) que dans les investissements d'équipements (-15,8 %).

Dans les services marchands, la croissance du chiffre d'affaires est plus faible qu'attendu, mais les effectifs affichent une hausse conforme aux prévisions

Le secteur des services marchands, particulièrement dynamique en Bretagne sur les dernières années, connaît un ralentissement de sa croissance. Le chiffre d'affaires progresse à un rythme moins

soutenu qu'attendu (+2,6 % contre +3,5 % anticipé) ► **figure 3**. Cette progression est en grande partie portée par une hausse des prix de vente estimée à 2,5 %.

Un tiers des chefs d'entreprises témoignent d'une baisse de leur rentabilité en 2024. Cette part est plus élevée (47 %) dans la branche des transports et entreposage, fortement impactée par une hausse des charges. Cette dernière n'a pas été entièrement répercutée dans les prix des prestations, en raison d'un contexte fortement concurrentiel.

L'évolution positive des effectifs au global masque des disparités selon les sous-secteurs. La dynamique de recrutement est plus marquée dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques (+4,5 %), tandis que l'information-communication enregistre un léger repli (-0,3 %).

Après un net recul en 2023 (-11,6 %), le repli des investissements apparaît moindre en 2024 (-7,4 %). La baisse est toutefois marquée dans les services aux entreprises (-27,7 %) et dans les transports et entreposage (-23,0 %). À l'inverse, le sous-secteur de l'information et communication affiche des investissements en progression de 10,7 % ► **figure 4**.

Le secteur de la construction enregistre un léger recul de son activité en 2024 mais se révèle plus résilient qu'anticipé

Dans le secteur de la construction, le chiffre d'affaires a reculé de 0,8 % ► **figure 5**. Cette situation est contrastée entre les branches. Ainsi, on observe une baisse de 1,5 % dans le gros œuvre et de 1,3 % dans le second œuvre, mais une augmentation de 1,2 % dans les travaux publics ► **figure 6**.

Il est à noter que le prix des devis a été revalorisé pour amortir la hausse des coûts. La baisse de la production en volume est donc plus marquée que la baisse affichée en valeur. Dans un contexte d'activité peu dynamique, les effectifs dans la construction sont relativement

stables (+0,4 %), portés essentiellement par les travaux publics (+4,9 %). Face aux importantes difficultés de recrutement des années précédentes, les dirigeants s'attachent à conserver leur personnel au détriment des intérimaires.

Les investissements de l'ensemble du secteur chutent de façon plus significative qu'anticipé (-10,7 % contre -5,7 %), avec un recul marqué de 30,3 % dans le second œuvre.

Les perspectives 2025 en Bretagne seraient globalement positives pour l'industrie, mais plus contrastées pour les services marchands et la construction

Les perspectives sur l'année 2025 ont été établies au mois de janvier et ne prennent donc pas en compte les conséquences économiques potentiellement négatives liées aux rehaussements des droits de douanes initiés par les États-Unis à compter du mois d'avril.

Les entreprises industrielles interrogées anticipent une progression de 3,3 % de leur chiffre d'affaires en 2025, porté notamment par une croissance des exportations de 4,2 %. Cette dynamique bénéficierait à l'ensemble des sous-secteurs couverts par l'étude et s'opérerait à effectif constant.

Les services marchands resteraient globalement stables en 2025, avec une progression limitée du chiffre d'affaires (+0,3 %) et une forte hétérogénéité entre les branches.

Dans le secteur de la construction, la production devrait poursuivre sa contraction, avec une baisse attendue de 1,0 % du chiffre d'affaires. Ce recul concernerait notamment les travaux publics (-0,9 %) et le gros œuvre (-2,3 %). ●

Auteurs :
Christelle Lechat, Florent Saint-Cast
(Banque de France)

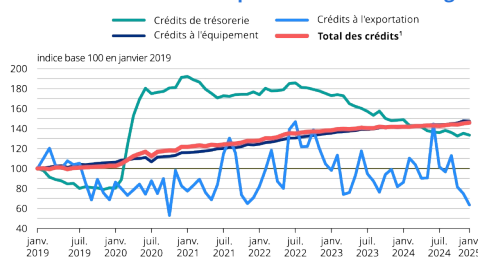
Méthodologie

La présente étude repose sur les réponses fournies volontairement par les responsables d'entreprises et établissements de la région, dans le cadre de l'enquête menée annuellement par la Banque de France (Enquête Régionale Bilan et Perspectives, ERBP). Cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité. N'ont été interrogées que les entités susceptibles de procurer des informations sur trois exercices consécutifs (2023, 2024 et 2025). Les disparitions et créations d'entreprises ou d'activités nouvelles sont donc exclues du champ de l'enquête. 1 016 entreprises ont répondu à cette enquête. Elles représentent un effectif global de 138 938 personnes et un chiffre d'affaires global de 38 110 millions d'euros.

► Encadré – Une croissance moindre des crédits aux entreprises en Bretagne

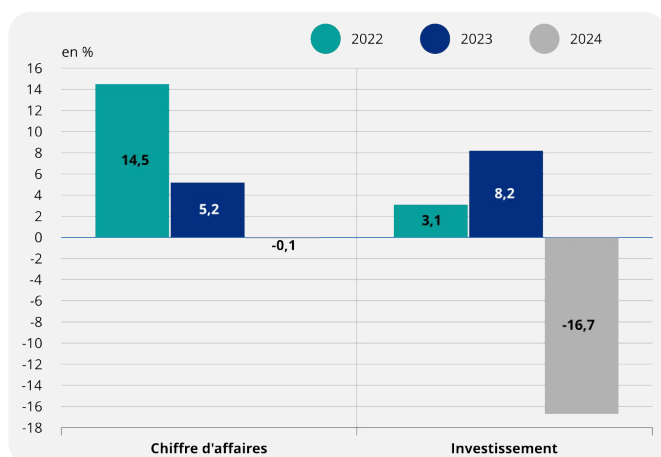
En 2024, la progression de l'encours des crédits aux entreprises dédiés à l'équipement ralentit (+4,3 %, contre +5,6 % en 2023), ce qui confirme l'inflexion des investissements sur l'année ► **figure**. Les crédits de trésorerie et à l'exportation, qui réagissent de manière plus mécanique à l'activité économique, poursuivent leur trajectoire baissière, reflétant ainsi un ralentissement économique global en Bretagne en 2024.

Évolution de l'encours de différents types de crédits aux sociétés non financières depuis début 2019 en Bretagne



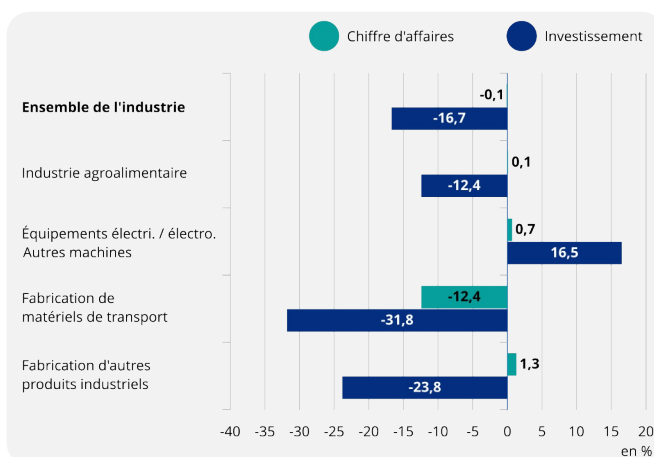
1 : Créances commerciales, crédits à l'exportation, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à l'habitat, comptes ordinaires débiteurs, autres crédits, crédits-bail.
Source : Banque de France.

► 1. Estimations de l'évolution de l'activité dans l'industrie en Bretagne



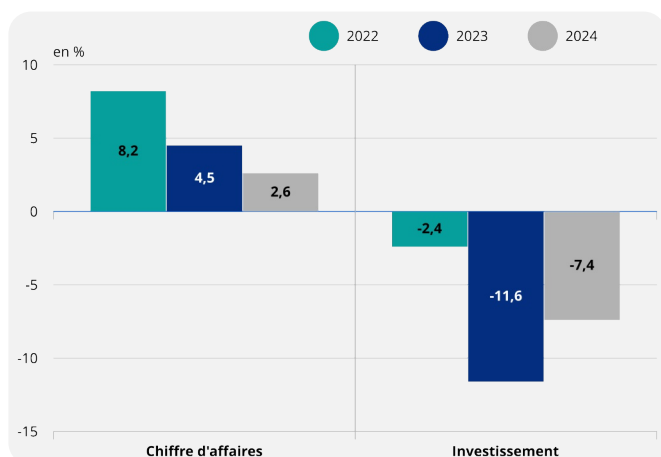
Source : Banque de France.

► 2. Estimations de l'évolution de l'activité dans les sous-secteurs de l'industrie en Bretagne en 2024



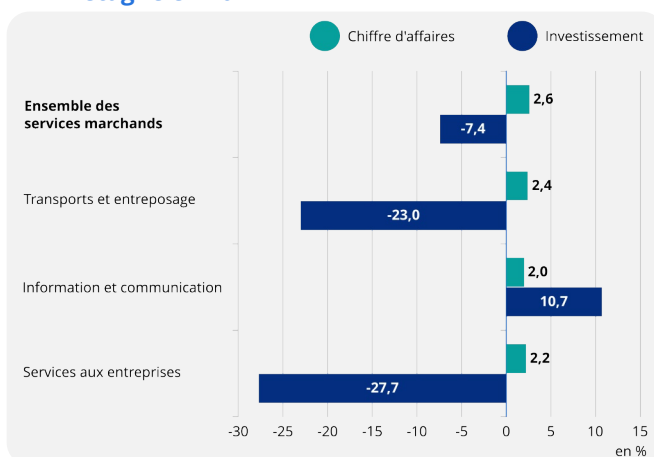
Source : Banque de France.

► 3. Estimations de l'évolution de l'activité dans les services marchands en Bretagne



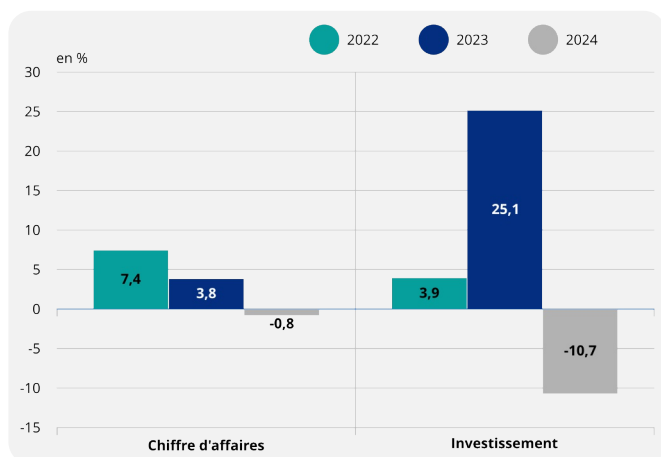
Source : Banque de France.

► 4. Estimations de l'évolution de l'activité dans les sous-secteurs des services marchands en Bretagne en 2024



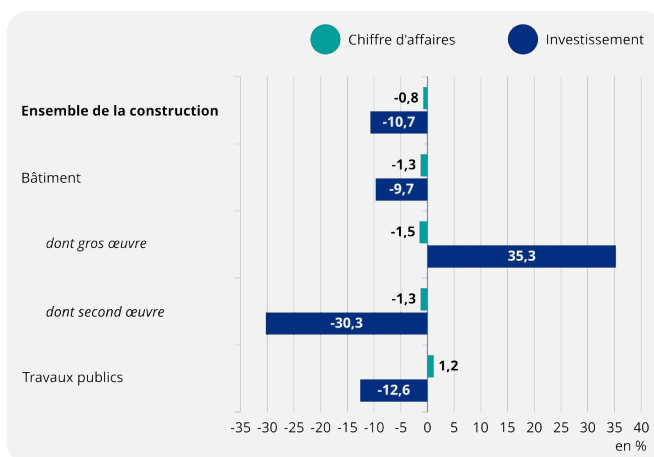
Source : Banque de France.

► 5. Estimations de l'évolution de l'activité dans la construction en Bretagne



Source : Banque de France.

► 6. Estimations de l'évolution de l'activité dans les sous-secteurs de la construction en Bretagne en 2024



Source : Banque de France.